

EIRENE



GRANDS LACS

Bulletin d'information

Mai/2017



Quand l'or fait des
misérables !

Publié par :

EIRENE Grands Lacs

BP : 1298 Av. Kunkiko 35

Bujumbura / Burundi

Tél : (+257) 22258448

(+257) 22278077

Tél portable : (+257) 79248572

eirene-grandslacs@eirene.org

www.eirene.org

En partenariat avec :

La Maison de la Presse

Bujumbura, Burundi

radiosgrandslacs@gmail.com



CHIRO Burundi

Gitega, Burundi

chiroburundi@yahoo.fr



Observatoire Gouvernance et Paix (OGP)

Bukavu, RD Congo

ogprdc@gmail.com



Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH)

Baraka, RD Congo

ong_svh@yahoo.fr



**Votre opinion compte !
Envoyez-nous vos
commentaires sur notre
bulletin d'information sur :
radiosgrandslacs@gmail.com**

Photos:

Claus Schrowange, Marcel Kahigiso, EIRENE

Financé par :

Service Civil pour la Paix/BMZ



Impression :

Groupe de Presse IWACU

Editorial :

EIRENE accorde une attention particulière à toutes les composantes susceptibles de favoriser la paix et le développement durable. Le respect de nos valeurs nous impose une justice équitable, une considération de soi et d'autrui pour une cohabitation pacifique.

De la même façon que la paix se réalise au détriment de la violence, la justice doit aussi se réaliser au détriment de la misère. Mais cette justice, qui est synonyme de partage équitable, reste un concept peu connu ou parfois oublié par certaines entreprises minières et les autres marchands égoïstes. Des communautés entières se voient expropriées de leurs ressources et réduites parfois à la mendicité. Tel est le malheureux sort de la majorité des habitants du Sud-Kivu, qui vivent impuissamment la misère au-dessus des lingots d'or.

A travers nos efforts conjugués, nous essayons d'accompagner les communautés



riveraines des sites aurifères pour une meilleure organisation communautaire, afin de réclamer chez qui de droit une meilleure considération de leur souffrance.

Au moment où notre programme Service Civil pour la Paix cumule 10 ans dans la région des Grands Lacs, EIRENE fête ses 60 ans. Nous avons l'occasion dans cette édition de partager différents témoignages et résultats capitalisés de nos partenaires.

SY Issaka Maman Tahirou

Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs



SOMMAIRE

Quand l'or fait des misérables!

Anaclet Balume & Sylvia Sergiou



4

Grâce aux femmes, la cohabitation est possible

Evariste Mfaume, Jacques Asunge & Daniela Weber



6

Notre avenir entre nos mains !

Evariste Nimubona & Kalilou Diaby



8

Réconciliation post-conflit : quelles leçons pour le SCP d'EIRENE ?

Sy Issaka Maman Tahirou

10

Brisons les murs... !

Dr Anthea Bethge & Dr. Reinhard J. Voß

12

Un journalisme exempt de haine

Anaclet Hakizimana & Claus Schrowange



14

Quand l'or fait des misérables !

L'exploitation de l'or aux sites miniers de Kambye et Condo devrait contribuer au développement de la chefferie de Burhinyi. Mais la population riveraine de cette source de richesse vit paradoxalement dans une pauvreté indescriptible. Suffirait-il d'une volonté politique et d'un accompagnement de la communauté pour changer la donne ?

« Depuis trente ans, je creuse espérant gagner quelque chose pour préparer ma vieillesse. Malheureusement, la chance ne m'a pas encore souri. J'ai honte de retourner chez moi les mains vides. Je patiente. Les années passent. D'autres y ont amassé des fortunes et sont repartis chez eux. J'attends mon tour... », témoigne Zaluki Munyororo, un creuseur d'environ 60 ans, retrouvé dans le site de Condo.

Ciriri et Nirindja sont deux groupements de la chefferie de Burhinyi, en province du Sud-Kivu, abritant les sites aurifères de Condo et Kambye. Sur un terrain accidenté et rocailleux, des artisans miniers s'adonnent à l'exploitation minière artisanale. Ce travail de fourmis est loin d'améliorer leurs conditions de vie.

En entrant dans ces sites, on est frappé par le dur labeur des artisans miniers. Ces derniers ramènent des pierres du fond des puits obscurs et peu sécurisés. Ces pierres sont ensuite broyées manuellement dans des mortiers métalliques. Il se passe parfois une semaine, voire un mois, sans qu'ils trouvent de l'or.

Le poids des redevances coutumières, des taxes parfois illégales, des dettes contractées par-ci par-là bloquent tout espoir des creuseurs de sortir de la misère. Les conditions de travail laissent aussi beaucoup à désirer. « Nous avons besoin d'assistance en motopompes et compresseurs pour éviter l'asphyxie. En plus, l'exploitation de l'or est plus communautaire que commerciale. C'est pourquoi des négociants rachètent l'or aux creuseurs à vil prix pour aller le revendre à Bukavu. L'ambiance d'alcoolisme et de prostitution ne laisse aux creuseurs aucune chance d'épargner pour s'enrichir... », note un responsable local.

Une mort en douce

Les négociants imposent le prix d'achat aux creuseurs avides. « Je suis obligé de prendre cet argent, car non seulement je dois payer les redevances et les taxes à l'Etat, mais aussi les dettes des particuliers. Ici, nous vivons au taux du jour », explique un artisan minier. Les acheteurs, eux, échappent aux taxes et le minerai part vers des destinations inconnues et sans aucune traçabilité. Pour y être revendu au moins deux fois plus cher.

L'hygiène est la moindre des préoccupations des



Zaluki Munyororo

habitants du site. Des immondices, des ordures, des eaux stagnantes et des saletés de tout genre servent de piédestal aux parasites sur le site. D'où la rapide propagation des maladies contagieuses dans un milieu sans infrastructures sanitaires équipées. Selon le Dr Germain Mwililika,



Site de Condo

directeur de l'hôpital de Kakwende, la malpropreté favorise les cas de paludisme, qui s'accompagne souvent d'anémie. A cela s'ajoutent des infections sexuellement transmissibles comme le VIH/sida dont la propagation rapide est due à la forte mobilité des occupants du site.

Ecoles abandonnées, infrastructures délabrées...

L'agriculture est abandonnée au profit de l'extraction minière. Les enseignants et les élèves désertent aussi les quelques écoles existantes pour se retrouver dans les mines. Jean Marie Vianney Cirhakarhula Lugumire, responsable scolaire à Mwenga 2, déplore la faible performance des enseignants qui passent l'essentiel de leur temps dans l'exploitation minière. « *Ils sont plus motivés à creuser dans les puits d'or plutôt qu'à dispenser les leçons. Même les élèves n'ont plus le goût aux études, attirés par l'exploitation d'or* », résume-t-il.

Cinq groupements avoisinent ces sites : Gindye, Kalambo, Itudu, Nirindja et Ciriri. Les routes y sont délabrées ou même inexistantes, les écoles mal construites, il y a très peu d'infrastructures sanitaires... On ne constate aucun impact positif de l'exploitation de l'or.

Avec le respect des exigences sur la qualification des sites, la traçabilité de l'or de ces sites et la création des coopératives minières, les sites de Condo et de Kambye ne pourraient-ils pas bénéficier de l'enveloppe du Basket Fund, un fonds créé pour le développement communautaire ?

Anacleth Balume, chargé de Projet « Economie de Paix » & Sylvia Sergiou, Conseillère Technique d'EIRENE - OGP

La loi Dodd Frank marque un tournant dans le secteur minier en RD Congo

La loi Dodd Frank, section 1502, exigeait des entreprises américaines s'approvisionnant en minerais à partir de la RD Congo et de la région des Grands Lacs qu'elles prouvent que leur chaîne d'approvisionnement était libre de conflits et respectueuse des droits humains. Partant de la prémisse selon laquelle l'exploitation minière constituait la principale source de financement des groupes armés, aucun minerai extrait d'un site à conflit ne devait être vendu sur le marché international.

Le gouvernement congolais a, de ce fait, pris la décision de suspendre toute exploitation minière dans la partie Est du pays. Cette mesure gouvernementale a donné lieu à des conséquences socio-économiques graves dans les provinces de l'Est de la RD Congo, dont l'exploitation minière constitue le poumon de l'économie.

Bien qu'ayant réduit l'activité économique, la Loi Dodd Frank a suscité beaucoup d'initiatives dans le domaine de la transparence et de la bonne gouvernance du secteur minier.

Alors que, depuis 2011, seuls les 3T (étain, coltan et wolframite) constituaient la principale cible dans l'exploitation minière, une attention particulière a été portée vers la traçabilité de l'or grâce à un processus de certification. Ainsi, de juin 2011 à novembre 2016, 408 sites ont été qualifiés dont 379 validés comme des sites sans conflits, ni violations des droits de l'homme. Les minerais provenant de ces sites sont qualifiés verts donc acceptables sur les marchés. La province du Sud-Kivu a enregistré la qualification de 62 sites, dont 43 validés verts.

Pour que le minerai contribue au développement des communautés riveraines des sites, une autre initiative a été entreprise par les organisations de la société civile : celle de la création du Basket Fund. Les opérateurs économiques intervenant le long de la chaîne d'approvisionnement minier (les artisans miniers réunis en coopératives, les négociants, les transporteurs, les entités de traitement) versent désormais leurs contributions dans le Basket Fund pour financer des actions de développement des villages autour des sites. A ce jour, la province du Sud-Kivu compte à son actif un centre de santé et une école déjà construits grâce à ce fond.

Grâce aux femmes, la cohabitation est possible

A quand la paix et la coexistence pacifique entre les communautés riveraines de la rivière Mutambala, à Katanga, Malinde et à Kitete-Sikutumwa ? Des femmes engagées pour la paix ont profité de la célébration de la journée du 08 mars 2017 pour faire entendre leur voix. Mais, les autres acteurs clés de la communauté ne leur apportent pas suffisamment de soutien.



Le 8 Mars, la journée internationale des droits de la femme ne passe pas inaperçue à Malinde et à Katanga, Territoire de Fizi, à l'Est de la RD Congo. A 09 heures 30 minutes, la mise en place est terminée pour la fête dans ces deux localités du secteur Mutambala, groupements Basimukuma-Sud et Balala-Sud.

Tout part d'un long défilé. Un peloton de femmes prend les devants, suivi d'autres femmes et même des hommes et des enfants en liesse... Chantant et scandant des slogans pour la paix, certaines éclatent de joie, rient et s'esclaffent. Des curieux venus de tous les coins ont constitué des haies aux deux bords de la route et suivent « en direct » cet événement.

Plusieurs acteurs, essentiellement de la société civile, sont de la partie. Jeunes et moins jeunes, femmes et hommes, agriculteurs et autorités locales aussi. « *Il a fallu que Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) organise cette journée pour voir les leaders de ces deux entités hier en conflit s'asseoir ensemble.* », se réjouit un administratif à la base.

Cela faisait plusieurs années que les habitants de Katanga et Malinde étaient divisés sur fond d'un conflit foncier né du changement de lit de la rivière Mutambala. Les deux communautés se disputent la gestion et le contrôle du marais fertile situé aux alentours de

cette rivière. A cause de ce contentieux, certaines autorités locales avaient à un moment hésité à participer à la fête du 8 Mars.

« *Les femmes ont pris les devants pour dénoncer ce conflit qui compromet la paix sociale et proposer des solutions pour la cohabitation pacifique* », reconnaît un leader religieux, au stade de Katanga, où s'est clôturé le défilé. Selon une participante, le 8 Mars s'inscrit dans la logique de la réconciliation et est considéré comme un espace libérateur de la parole.

Peu soutenues...

Tour à tour, les interventions au stade de Katanga louent le travail réalisé par les femmes des deux groupements en faveur de la réconciliation. Le fossé s'était tellement creusé entre les deux communautés. « *Les relations intercommunautaires étaient tendues. Il y avait des assassinats ciblés à Katanga, voisin de Malinde et des attaques nocturnes suivies du vol des biens de valeur. L'insécurité y était aussi alimentée par des incendies de maisons et des agressions physiques poussant la population en colère à abandonner, en décembre 2015, le village en prenant la direction de Baraka et Malinde pour se mettre sous la protection du camp de la MONUSCO (Mission des Nations-Unies) à Mshimbakye, situé à 5 km de Baraka* », rappelle un leader de la société civile locale.

En plus, des rumeurs folles fusaient de partout, conduisant à la radicalisation des positions entre les deux chefs de groupements et certains leaders communautaires. Ce qui inquiétait notamment le comité local de la jeunesse. Malgré ce climat délétère, les femmes ont réussi à rapprocher les leaders respectés des deux camps autour de la préparation et la célébration de la journée internationale de la femme.

Néanmoins, ces femmes s'estiment peu soutenues par les autres acteurs clés de la communauté. Cela limite leur action. Elles reconnaissent tout de même avoir réussi à inculquer à l'essentiel de la communauté la culture de gestion non violente des conflits, ainsi que le refus des mauvais conseils. « *Je suis touchée par la manière dont nous vivons ici. Nous essayons de plus en plus de gérer à l'amiable les tensions entre nous et nos voisines de Sikutumwa. Les influences externes ne compromettront plus ces avancées* », exprime avec enthousiasme une participante de Kitete.

D'autres femmes prennent la parole pour fustiger le recours aux contributions matérielles et financières pour prendre en charge le dossier judiciaire en cours devant le tribunal de paix de Fizi. Pour elles, un mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès. Une entente à l'amiable est un gage d'un avenir commun, sans rancœur ni vengeance.

« *Pour une exploitation paisible de la terre dans la vallée, la meilleure façon est de consolider notre potentiel de paix, de cohésion sociale et la solidarité...* », lance une intervenante.

Des résultats mitigés...

Pour les autorités coutumières de Katanga et Malinde, la paix durable passe avant tout par la justice. « *Le conflit entre les deux entités reste entier. Seule une décision de justice va donner la mesure à suivre avant toute chose...* », tranche un administratif local.

La controverse est également alimentée par certains animateurs de la société locale, surtout membres des comités des jeunes. Pour ces derniers, les résultats des initiatives des femmes de cette zone restent mitigés, tant que le conflit foncier n'est pas définitivement réglé, ni les relations entre ces deux groupements totalement décripées.

La communauté leur reconnaît tout de même le mérite d'avoir jeté les bases d'une culture de dialogue pour la paix, de tolérance, de cohabitation pacifique et de développement communautaire. Aux autres couches de la population de les appuyer et de leur emboîter les pas.

Evariste Mfaume, directeur exécutif de « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » (SVH), Jacques Asunge, chargé de projet « Tujenge Pamoja » et Daniela Weber, conseillère technique d'EIRENE-SVH

Genèse du conflit : la rivière de Mutambala qui change de lit

La rivière Mutambala traverse une plaine riche en potentialités agricoles convoitées depuis de longues années. Depuis plus de deux décennies, la plaine Kitete-Sikutumwa connaît une inondation due au débordement de la rivière qui a quitté son lit et déverse ses eaux dans tous les sens.

Cela a été à la base de l'effacement de la limite naturelle entre ces deux entités. En plus, il a sensiblement réduit la capacité d'accueil de la plaine, qui a ainsi perdu un important espace cultivable. Cela alimente un grand conflit foncier opposant les deux pouvoirs coutumiers, ainsi que les communautés de ces deux entités voisines.

En plus de ce conflit, une grande insécurité s'en est suivie et la violence marquée par des assassinats ciblés, des incendies de maisons et des déplacements massifs de populations à Katanga et ses environs. Ainsi, des chefs locaux et certains leaders communautaires ont radicalisé leurs positions dans ce foyer de tensions de Katanga-Malinde.

Notre avenir entre nos mains !

Le travail, autant que la prière et le jeu sont les piliers du mouvement catholique CHIRO. Depuis des décennies, ce dernier encadre les jeunes, surtout ceux des milieux ruraux autour des valeurs de paix, de non-violence et des actions communautaires et humanitaires.



Discipline et travail, des valeurs de CHIRO

Le 1er Mai, Journée internationale du travail et des travailleurs, est fêtée avec une signification particulière pour les CHIRO du Burundi. Ce mouvement d'action catholique organise régulièrement des camps de travail. « Les travaux manuels que nous exécutons pendant le camp de travail contribuent à notre solidarité, à la lutte contre la pauvreté ambiante et au développement de notre communauté », souligne Michel Kasa, un CHIRO de Gitega.

CHIRO appuie les personnes vulnérables dans différentes paroisses. « Je supplie les CHIRO de notre paroisse pour que, dans leurs travaux de camp de travail, ils puissent me construire une maison. Je suis orpheline et je reste seule et sans abri », souhaite Caritas Nahayo, une femme démunie de Gihogazi (Nord-Est), convaincue de l'œuvre bénévole et charitable de CHIRO.

Unis par le travail

Dans chaque diocèse, CHIRO organise un camp de travail selon les besoins sur place. Pendant une semaine, ses membres, essentiellement des jeunes, font le travail manuel, durant les matinées. Les après-midi sont consacrés à des formations sur des thématiques en lien avec le développement, la paix et les droits humains. Généralement, le camp de travail se clôture par des jeux de rapprochement avec la communauté locale et des soirées d'animation culturelle et spirituelle.

Ainsi, l'amour du travail et la discipline permettent aux jeunes de vaincre l'oisiveté et de ne pas être manipulés ou instrumentalisés par certains politiciens à des fins de violence. « *C'est pourquoi, ils se sont bien comportés durant ces deux dernières années. Au même moment, les autres jeunes s'adonnaient à la violence suite à la crise politique et électorale* », se réjouit un responsable CHIRO. Pour lui, les jeunes CHIRO sont des modèles vivants.

Lors d'un camp de travail en août 2015, ils ont fabriqué plus de 130.000 briques pour la construction de six classes d'une école secondaire. De quoi satisfaire Frère Gélase Nibaruta, membre de la congrégation Bene Yozefu. « *Le camp de travail sert à démontrer leur esprit de fraternité et de modèle aux autres jeunes* », précise de son côté Léopold Ngendakumana, responsable diocésain CHIRO à Ngozi (Nord). En plus, ils participent à la construction des infrastructures socio-économiques (écoles, centres de santé, routes,...). « *Au moment où l'Etat ne parvient pas à éradiquer la pauvreté, prenons notre avenir entre nos mains* », lance un membre CHIRO.

Assurer une formation intégrale

« *Nous assurons une formation intégrale des CHIRO comme préalable en vue de mieux servir la communauté* », précise Frère Alexis Ihorihoze, aumônier national de CHIRO.

De son côté, Monseigneur Evariste Ngoyagoye, Archevêque de Bujumbura, estime que le travail de CHIRO permet d'envisager l'avenir : « *Cet esprit du travail commun permet aux membres de CHIRO d'être bien préparés pour leur avenir afin de contribuer davantage au développement économique et social de leur pays* », explique-t-il.

« *Le camp de travail est une autre école pour nos jeunes. Ils y apprennent l'art de bien vivre ensemble. CHIRO initie des jeux après le travail, ce qui attire l'attention de nos enfants. Ils développent l'esprit de solidarité et s'engagent pour une transformation positive de notre communauté* », reconnaît Eric Iradukunda, père d'un jeune membre de CHIRO.

Evariste Nimubona, Chargé de projet « Amahoro » et Diaby Kalilou, Conseiller technique d'EIRENE-CHIRO



Mgr Evariste Ngoyagoye, Archevêque de Bujumbura

CHIRO-Burundi est une organisation d'encadrement, d'éducation et d'appui des jeunes pour la paix et le développement durable. Mouvement d'action catholique introduit au Burundi en 1953, il compte environ 80.000 membres répartis dans les 8 diocèses catholiques du pays.

La CHIRO (Christ-Roi) est reconnue comme association sans but lucratif (ASBL) depuis 2005 par l'autorité administrative compétente, sous l'ordonnance ministérielle numéro 530/1295 du 30 septembre 2005. CHIRO mène ses activités dans deux principaux domaines : la paix et le développement communautaire.

CHIRO Burundi s'est fixé entre autres objectifs d'assurer aux jeunes une éducation véritable, humaine et chrétienne, dans le cadre même de la vie individuelle, familiale et sociale.

Réconciliation post-conflit : quelles leçons pour le SCP d'EIRENE ?

Du 05 au 09 décembre 2016 s'est tenue à Kigali au Rwanda la rencontre panafricaine d'EIRENE. Tous les deux ans, dans le but d'échanger et de s'enrichir mutuellement à travers les expériences, une rencontre des partenaires des différents programmes et projets dans la région du Sahel et celle des Grands Lacs est organisée.



Après Kribi au Cameroun en 2004, Bruxelles en Belgique en 2008, Grand-Popo au Bénin en 2009, Bujumbura au Burundi en 2011 et Ouagadougou au Burkina Faso en 2014, c'était au tour du pays des mille collines d'accueillir les partenaires et les représentants d'EIRENE sur le programme de Service Civil pour la Paix en Afrique. Trente et quatre personnes se sont retrouvées pour un échange vif et émotionnel pour apprendre des expériences des uns et des autres.

« Je suis bouleversé. L'impression est trop forte. Tant de violence dans une région de cette petite taille, comparée au Sahel. Je me demande comment les gens parviennent à se réconcilier et vivre ensemble... », témoigne Paul Nka'a, coordinateur du programme Gestion Non-Violente des Conflits (GENOVICO) Sahel, au sortir du Mémorial du génocide de Kigali.

La religion crée des héros de l'humanité

Une visite au village de Remera a permis d'échanger sur une expérience vivante et prometteuse de paix. Cette initiative est accompagnée par le Pasteur Jérôme Bizimana de l'Eglise presbytérienne à travers le groupe « lumière » constitué de bourreaux et de victimes du génocide de 1994. Ce groupe s'est assigné comme mission de travailler sur l'entraide, l'union, le parrainage des enfants et la sensibilisation d'autres communautés. Les valeurs religieuses de pardon et de considération de l'autre sont au centre des actions entreprises par le groupe pour faciliter la réinsertion des bourreaux. Actuellement, on assiste déjà à des célébrations de mariages entre les enfants des bourreaux et des victimes.

En 1991, peu avant le déclenchement des atrocités à grande échelle, le chef religieux « Mufti » du Rwanda a lancé un message de paix à toute la communauté, rappelant la Sourate 5 du Verset 32 du saint Coran : « *Celui qui tue un homme tue toute l'humanité.* » Avant le génocide, les musulmans se considéraient et sont considérés comme un « 4ème groupe ethnique parfois diabolisé », en plus des Tutsi, des Hutu et des Twa. Cela a contribué à la solidarité interne et, dans une certaine mesure, à la neutralité pendant le génocide.

La communauté musulmane a retenu deux figures emblématiques de la réconciliation : Yahaya, un jeune de Kigali, ainsi que Zara, une femme de Nyanza, des Hutu ayant caché et sauvé plusieurs Tutsi qui fuyaient les tueries.

Des leçons apprises...

Les participants de la rencontre de Kigali ont pris conscience des conséquences presque irréversibles de la violence et du potentiel de paix et de violence existant dans les confessions religieuses et la jeunesse. Ils se sont également engagés à intégrer dans leurs interventions la question des jeunes et de la religion en s'inspirant des expériences apprises.



Échange sur la réconciliation avec le groupe « lumière »

Une autre leçon apprise était que le mécanisme de gestion alternative de conflits nommé « Gacaca » (juridictions populaires) a permis non seulement de désengorger les prisons, mais surtout de faciliter le pardon entre les familles. Les « Gacaca » ont aussi contribué à la reconstruction de la mémoire, très utile pour les générations futures.

Il est aussi ressorti que tout processus de réconciliation doit sa réussite d'une part à la volonté des acteurs dans l'adhésion et d'autre part à une volonté politique.

SY Issaka Maman Tahirou

Coordinateur d'EIRENE Grands Lacs

Service Civil pour la Paix

Le Service Civil pour la Paix (SCP), une initiative de la société civile allemande, est un programme de prévention de la violence et de consolidation de la paix dans les régions victimes de crises et de conflits. Il s'engage pour un monde où les conflits se règlent sans violence.

Le SCP existe depuis 1999 et est financé par le ministère allemand de la Coopération. Les professionnels du SCP soutiennent les populations locales pour un engagement à long terme en faveur du dialogue, de la promotion des droits humains et de la paix. Actuellement, le SCP est actif dans 43 pays. EIRENE est une des organisations co-fondatrices du SCP et travaille depuis 2001 dans ce cadre au Sahel, dans la région des Grands Lacs en Afrique et en Bolivie.

Le programme SCP intervient au Burundi, au Rwanda et en RD Congo à travers cinq organisations allemandes à savoir WFD, AGEH, EIRENE, GIZ et Pain pour le Monde.

Pour plus d'information sur le SCP, consultez :

<https://ziviler-friedensdienst.org>

Christoph van Edig

Chargé de Bolivie, Burundi, Rwanda, Ouganda et RDC Département développement d'EIRENE

Brisons les murs...!

EIRENE souffle ses 60 bougies. Ayant connu des débuts difficiles en Afrique, cette organisation allemande s'engage aujourd'hui dans la région des Grands Lacs et au Sahel surtout sur la bonne gouvernance, une culture de dialogue et la cohabitation pacifique.



Au milieu : Dieter Zimmer, un des premiers volontaires d'EIRENE en 1960 au Maroc

Novembre 1957 : deux jeunes hommes - Hans de Jonge et Paul André - lancent leur service pour la paix. Ils sont les premiers volontaires soutenus par l'organisation EIRENE, un mot grec qui signifie : la paix. EIRENE vient juste d'être fondée au cours d'une conférence des églises traditionnelles de la paix, le 14 septembre 1957 à Chicago. A cette époque, l'objectif d'EIRENE est « *d'ouvrir un canal par lequel les jeunes hommes peuvent faire un service de la paix dans différents pays en tant que chrétiens et pacifistes, sur les lieux de la douleur et de la tristesse, où l'amour chrétien peut contribuer à la réconciliation* ».

Au début, le service pour la paix est conçu comme une alternative au service militaire. Par conséquent, il ne vise que les hommes. Hollandais et Français d'origine, Hans de Jonge et Paul André ont l'intention de faire leur service de paix en Algérie. Or, en tant que puissance coloniale, la France est déjà à cette époque en guerre contre le mouvement d'indépendance de l'Algérie. C'est pourquoi ils veulent faire comprendre tant à la puissance coloniale qu'au peuple algérien qu'il est possible de construire la paix sans armes.

Mais, faute d'autorisation d'entrer en Algérie, ils ne peuvent franchir la frontière de ce pays, malgré leur engagement pour la paix. Comme palliatif, ils se rabattent sur un projet agricole avec des réfugiés algériens au Maroc.

Pendant les années qui ont suivi, de nombreux bénévoles, hommes et femmes, américains, canadiens et allemands leur succèdent pour continuer le travail de développement et de réconciliation avec les réfugiés. La plupart d'entre eux proviennent des communautés chrétiennes qui soutiennent le service pour la paix d'EIRENE avec des moyens notamment financiers. Cela conduit à la création d'une petite communauté œcuménique regroupant les luthériens (réformistes), les catholiques, les mennonites et les membres de Church of the Brethren.

La paix, au-delà de toutes les barrières

Actuellement, plus de 200 personnes travaillent pour EIRENE en Europe, Amérique du Sud et Afrique, dans 22 pays : des jeunes bénévoles aux professionnels spécialisés, femmes et hommes, jeunes et moins jeunes, chrétiens et musulmans. Ce mélange hétérogène est constitué de personnes unies par le désir de promouvoir la paix et de partager la conviction de Mahatma Gandhi selon laquelle « *la non-violence est le chemin et le but de la paix* ». Ils sont tous prêts à transformer leurs valeurs en action.

Depuis des siècles, l'ambition du service pour la paix est de briser les frontières sociales, politiques, ethniques et religieuses, surmonter l'exclusion et faciliter la rencontre et le dialogue, même après des conflits très violents. Selon les nouvelles Lignes directrices d'EIRENE, « *... nous visons à briser les murs réels et ceux dans nos têtes avec comme objectif d'établir une paix internationale* ».



Groupe des femmes initié par EIRENE en 1995 au Niger

La paix au service du développement

Depuis le début de son engagement pour la paix en Afrique, EIRENE a ciblé deux objectifs principaux : l'atténuation de la violence et la réduction de la pauvreté. La région du Sahel a été sa première zone d'intervention. Des bureaux régionaux ont été mis en place au Tchad et au Niger et plus tard, en 2007 au Burundi. De solides partenaires locaux ont été identifiés et des partenariats durables se sont développés.

Les volontaires de la paix agissaient moins comme « experts », accordant la primauté au savoir et à l'expérience de la population locale. Accompagnés par les volontaires, les processus de changement économique et social ont ainsi démarré.

L'accent était mis sur le développement économique et social, sans pour autant oublier le combat contre la violence. EIRENE intervient notamment avec des programmes d'alphabétisation dans les écoles coraniques au Niger et au Burkina Faso. Ces programmes servent également l'éducation des filles. Ce qui contribue, à long terme, à la réduction de la pauvreté extrême.

En même temps, ces programmes dispensent des enseignements à la paix, à la remise en cause des attitudes et comportements violents, à travers notamment la publication de l'« *Argumentaire islamique pour la paix et la non-violence* ». C'est le travail pour la paix très sensible dans des endroits où le mouvement « Boko Haram » et d'autres groupes djihadistes propagent la haine et tentent de manipuler les jeunes à des fins de violence.

En 2015, EIRENE a introduit le programme « Service pour la paix » en Allemagne. Des jeunes volontaires d'Ouganda, du Nicaragua et de la Bosnie, entre autres, passent une année au service dans ce pays. Ils travaillent avec des enfants, des jeunes, des réfugiés ou des personnes handicapées. Ils contribuent également à l'éducation politique, à la lutte contre le racisme et au plaidoyer pour un commerce équitable. Leur action rend plus visible EIRENE en Allemagne autour des valeurs susceptibles de favoriser une société plus paisible.

Dr. Anthea Bethge, Directrice générale d'EIRENE

Des valeurs fondamentales d'EIRENE

EIRENE International est basée sur les traditions des Eglises et des Mouvements Historiques de Paix, dont les Mennonites, Church of the Brethren et Quakers du 16ème au 18ème siècle, et des mouvements de paix au 20ème siècle, comme International Fellowship of Reconciliation (IFOR) et le réseau « Eglise et Paix ». Une base commune et importante est la non-violence active qui réunit des membres de différents groupes.

Un deuxième pilier est l'engagement pour les gens et les peuples en détresse, qui souffrent des situations de guerre, d'injustices graves ou de pauvreté matérielle. On cherche à s'engager pour l'humanité, sur une base chrétienne, mais ouverte pour tous/toutes et en réunion avec les gens de bonne volonté dans le monde entier. Notre vision de la paix est « communautaire, œcuménique, ouverte au dialogue ».

La paix signifie pour nous plus que la seule absence de guerre et de violence armée. Elle implique un monde dans lequel une vie de qualité est possible pour toutes et pour tous, pour les générations actuelles et pour les générations futures. Une telle paix est inimaginable sans justice et sans la conservation de notre espace vital sur Terre.

Dr. Reinhard J. Voß

Président du Conseil d'administration d'EIRENE

Un journalisme exempt de haine

Au terme d'une formation sur le Journalisme Sensible aux Conflits (JSC), des journalistes burundais et congolais s'engagent à être des acteurs de paix et non des vecteurs de guerre.

« Une fois que le journaliste a correctement joué son rôle, les conflits laissent une culture de non-violence et de créativité, au lieu de susciter rancœurs et inimitiés », note Linda Mapendo, journaliste de Radio Maendeleo de Bukavu. Elle s'engage, en plus, à restituer à ses collègues les produits de la formation en Journalisme Sensible aux Conflits (JSC) à laquelle elle a participé du 17 au 21 Avril 2017 à Bujumbura.

Dix-sept journalistes congolais et burundais, essentiellement des radios communautaires, y ont participé. La formation est intervenue à point nommé, la région des Grands Lacs étant régulièrement déchirée par des conflits et une violence endémique liés notamment aux processus électoraux.

Foulant aux pieds les principes du métier, ou par ignorance, les journalistes constituent parfois des catalyseurs de conflits, mieux que des acteurs de paix. « Deux outils, l'un très moderne, l'autre moins ont été particulièrement utilisés pendant le génocide au Rwanda (de 1994, NDLR) : la radio (RTL) et la machette, le premier pour donner des ordres, le second pour les exécuter », explique le politologue Jean-Pierre Chrétien dans son ouvrage : *Les médias du génocide*.

« Cette formation m'a ouvert les yeux. Je suis comme doté d'une loupe pour mieux identifier et analyser les conflits », témoigne Jonathan Isaya Alonda, de la Radio « Ngoma ya Amani » (Tam Tam de la Paix).

Des informations utiles à la société

Les journalistes ont une forte responsabilité sociale. Mais il leur arrive de ne pas s'en rendre compte. Avec des informations exactes, impartiales et équilibrées, ils aident la communauté à régler ses conflits et à se réconcilier. « Souvent, je réalisais des débats sans interroger tous les acteurs, mesurer l'impact, ni proposer des solutions aux conflits », avoue Gaudiose Nininahazwe, journaliste à la Radio-Télévision Nationale du Burundi (RTNB).

« Plutôt que de colporter les rumeurs devenues fortes surtout avec les réseaux sociaux, nous devons vérifier les faits et ne diffuser que des informations correctes et utiles à la communauté », partage Amissi Karibuhungu, correspondant de la Radio Culture. Il reconnaît tout de même qu'il est parfois difficile de diffuser des informations, même si on en a des preuves. « Un jour, j'ai fait un reportage où des autorités étaient impliquées. Un ami m'a déconseillé de le diffuser, averti qu'on me recherchait pour me faire du mal. Pris de



peur-panique, j'ai quitté précipitamment la ville pour aller me cacher dans une chambre d'hôtel ailleurs », témoigne-il durant une séance d'échange sur la sécurité des journalistes. Claudine Kitumaini, journaliste du « Souverain libre » de Bukavu, dit qu'elle et ses collègues reçoivent des appels téléphoniques anonymes de menaces de mort, chaque fois que son journal diffuse des informations critiques. « Je me suis retrouvée dans une salle de la police pour avoir traité un sujet de corruption », ajoute, de son côté, une journaliste de Fizi (RD Congo).

Dire, sans nuire

Les journalistes sont, par principe, engagés pour les bonnes causes. Ils ont un rôle crucial à jouer pour une gestion non violente des conflits et une cohabitation pacifique. C'est pourquoi ils doivent éviter d'être corrompus ou instrumentalisés par les parties en conflits, au risque de raviver ces derniers.

« Ne jamais falsifier les faits, ni travestir la vérité, ni faire l'apologie des présumés bons au détriment de ceux qu'on croit être les mauvais », a particulièrement retenu de cette formation Arthur Kavabushi, correspondant de la Radio Isanganiro. « Notre rôle n'est pas de verser de l'huile sur le feu. C'est plutôt de montrer les causes des conflits, leurs conséquences sur l'ensemble de la communauté et suggérer des pistes de solutions », rappelle Machozi Muloko, journaliste de Fizi.

Anaclet Hakizimana, chargé de projet « Médias et Paix »

& Claus Schrowange, Conseiller Technique
d'EIRENE - Maison de la Presse



EIRENE Grands Lacs

Le service chrétien pour la paix EIRENE s'engage depuis 2007 pour la promotion d'une culture de paix et de non-violence dans la région des Grands Lacs. Les partenaires du programme EIRENE Grands Lacs sont les organisations burundaises CHIRO et la Maison de la Presse ainsi que les ONGs congolaises Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) et Observatoire Gouvernance et Paix (OGP). Le volet du programme « *cohésion sociale et transformation locale non-violente des conflits* » encourage les initiatives locales à s'engager activement dans leurs communautés pour une culture de paix et de non-violence. Le volet « *médias et paix* » organise des formations des journalistes congolais et burundais en journalisme sensible aux conflits et facilite la réflexion et l'échange sur la paix et les droits de l'homme à travers des débats. À travers le volet « *gestion transparente et équitable des ressources extractives* », les structures de dialogue et de concertation dans l'environnement des mines d'or sont prises en charge. Le quatrième volet prévoit la gestion transnationale des connaissances, l'échange régional et la création des effets de synergie.



Films documentaires sur YouTube

CHIRO Burundi – *Ensemble pour la paix et le développement*

Construisons ensemble – *Solidarité de Volontaires pour l'Humanité*

L'or et la misère – *La lutte d'ONGP pour la justice*